

Pierre Nora: «La Grande Guerre est le plus grand effort que notre nation ait fait sur elle-même»

- Par [Guillaume Perrault](#) [Vincent Tremolet de Villers](#)
- Mis à jour le 10/11/2013 à 22:44
- Publié le 10/11/2013 à 18:47

Pierre Nora: «Notre époque aime en effet porter sur le passé des jugements moralisateurs teintés de légèreté et de sentiment de supériorité» Crédits photo : François BOUCHON/Le Figaro

INTERVIEW - L'historien Pierre Nora a dirigé l'ambitieuse entreprise des *Lieux de mémoire*. Dans cette œuvre collective en sept volumes, parus de 1984 à 1992, plus de cent historiens évoquent les monuments, les fêtes, les symboles, les manuels et les personnalités qui ont façonné la mémoire nationale

Il est l'un des plus illustres de nos historiens contemporains. Fondateur de la revue *Le Débat*, **Pierre Nora**¹ a renouvelé l'approche que nous avons des rapports avec l'histoire et la mémoire.

L'académicien défend dans ses travaux d'écrivain et d'éditeur le rôle essentiel de l'historien, cet expert du passé, qui se consacre à rectifier les déformations de la mémoire. En ce jour anniversaire de l'Armistice de 1918, après le lancement par le président de la République de la commémoration nationale de la **Première Guerre mondiale**² et de la Libération de 1944, Pierre Nora, qui vient de publier *Recherches de la France*, évoque pour *Le Figaro* l'importance de la Grande Guerre dans la sensibilité et l'imaginaire des Français.

LE FIGARO. - Quelle appréciation portez-vous sur le discours de François Hollande lançant les commémorations de la Grande Guerre?

Pierre NORA. - Discours difficile à faire et courageux car l'exaltation du patriotisme n'est pas à la mode. Il y avait de la hauteur et c'était réussi. J'ai cependant éprouvé un sentiment d'étrangeté. **Dans un discours consacré à la Grande Guerre**³, le président de la République appelle à une «mobilisation» contre la crise économique. Le terme choisi, qui appartient au registre militaire, ne me semble pas adapté à la situation. Il peut même paraître déplacé. L'allocution de **François Hollande**⁴ se caractérise par une focalisation symbolique sur l'unité nationale, au moment où celle-ci est rongée de l'intérieur par une colère et un ressentiment populaires très forts et très inquiétants. Ce vœu pieux d'une «mobilisation» intervient le jour même où **la note de la France est dégradée par une agence de notation**⁵. Et l'ironie affleure si l'on se souvient des commentaires très sévères de François Hollande lorsque, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, la même agence de notation avait déjà dégradé notre pays. Enfin, je me suis étonné que le président de la République soit si rapide et si allusif lorsqu'il a mentionné Jean Jaurès. Parmi le personnel politique de 1914, Jaurès, socialiste, était le défenseur le plus résolu de la paix. Assassiné deux jours avant la déclaration de guerre, Jaurès aurait mérité un hommage appuyé. Il m'a manqué.

Le président a demandé la création d'un espace consacré aux fusillés au Musée des Invalides. Qu'en pensez-vous?

François Hollande achève la réhabilitation globale des quelque 600 soldats français fusillés commencée par Lionel Jospin en 1998 lors de la célébration des 90 ans de l'Armistice. Le président n'a pas distingué nettement les différentes situations: les «fusillés pour l'exemple» de 1914 et 1915, accusés à tort ou à raison d'abandon de poste en première ligne face à l'ennemi et qui n'ont pas bénéficié de procès équitables ; les soldats exécutés pour refus d'obéissance après l'échec de l'offensive en 1917, qui, pour la plupart, ne refusaient pas de tenir les tranchées, mais réclamaient la fin des attaques vouées à l'échec ; et ceux condamnés à mort pour des fautes très variées. Le président a choisi de légitimer ce qui était alors une désobéissance. Cette globalisation contribue à sacraliser le refus de la guerre. De la part du chef de l'État, cela consonne avec l'esprit de l'époque.

En 2014, la France va commémorer à la fois le centenaire de la Grande Guerre et le 70e anniversaire de la Libération. De ces deux commémorations, laquelle suscitera le plus l'intérêt des Français?

Il n'est pas impossible que la commémoration de la Grande Guerre rencontre un écho plus important qu'on pouvait le croire au départ. On aurait pu redouter que, après la mort des derniers anciens combattants français, la commémoration de la Première Guerre mondiale demeure lointaine, froide et un peu officielle. La commémoration de 1944, pour sa part, qu'on a adjointe à celle de la Grande Guerre pour lui donner plus de vie, pouvait paraître plus proche et plus riche d'émotions en raison de la présence de témoins. Or, je me demande si ce ne sera pas l'inverse.

Pourquoi?

La guerre de 14-18 remue en profondeur la société française. Toutes les familles françaises ou presque ont perdu un des leurs pendant ce conflit. La nation tout entière a été endeuillée. Cet été, à Zonza, un petit village de Corse-du-Sud, j'ai contemplé le monument aux morts de 14-18. J'ai compté 180 noms. Des familles ont perdu six ou sept personnes -le père, les fils, les oncles. On ne peut qu'être bouleversé devant une telle hécatombe. La Grande Guerre, c'est le plus grand effort que la nation française ait fait sur elle-même. C'est aussi le souvenir d'une nation unifiée. La mémoire de la Première Guerre mondiale rassemble les Français, alors que celle de la Seconde les a laissés divisés. Pour les Français, le premier conflit mondial est beaucoup plus unificateur que le second. Enfin, depuis la chute du mur de Berlin puis la fin de l'URSS, la conscience est de plus en plus claire que le XXe siècle a été conditionné par la Grande Guerre et la mauvaise paix de 1919. Tous les chemins du siècle nous ramènent obstinément à ce cataclysme matriciel

Quels sentiments les Français de 2013 éprouvent-ils envers la guerre de 14-18?

Chaque commune de France comporte une avenue ou un boulevard de Verdun. Les générations instruites à l'école communale des années 50 se souviennent souvent d'avoir été en cortège au monument aux morts du village pour écouter avec recueillement l'énumération des soldats «morts pour la France» par les anciens combattants. Ces Français-là conservent aussi des souvenirs de famille précis sur le conflit. Leurs cadets, en revanche, éprouvent un sentiment de stupeur, d'horreur et d'incompréhension. Ce mélange de sentiments excite chez eux une forme de curiosité. De façon plus générale, à la faveur de la crise nationale grave que nous vivons aujourd'hui, s'impose la conscience du déclin de la France au XXe siècle. Or, la Grande Guerre a marqué le début de ce déclin, que la victoire de 1918 avait d'abord masqué.

Ce conflit fut une tragédie inouïe...

Le seul 22 août 1914, jour le plus meurtrier de la Grande Guerre, 28.000 soldats français furent tués. C'est l'équivalent d'une petite ville française. Aujourd'hui, le président de la République se rend aux Invalides pour une cérémonie en l'honneur de tout soldat français tombé en opération extérieure: le changement d'échelle est saisissant. Mais ce sentiment d'étrangeté même, que la plupart de nos contemporains éprouvent envers la Grande Guerre, nourrit leur émotion envers l'événement.

Jadis, on rendait hommage au courage, au sens du sacrifice et au patriotisme des soldats tués en 14-18. Aujourd'hui, on les présente souvent comme des victimes. Comment expliquer cette évolution?

Toute commémoration est une transformation de l'événement passé au service des besoins du présent. Il en a toujours été ainsi. Jusque dans les années 60, les commémorations de la Grande Guerre étaient vouées au culte des héros, à la transmission des valeurs patriotiques à la jeunesse, à la célébration de la nation et à l'entretien du sentiment de continuité de l'histoire de France. Puis, la société française s'est arrachée au monde qui permettait de comprendre la guerre de 14-18, désormais si lointaine. Depuis les années 80, les poilus sont perçus comme des victimes broyées par une fatalité absurde. Le regard de notre époque sur le premier conflit mondial est devenu dépréciatif. Il est dégagé de toute idée d'héroïsme. L'attribution du prix Goncourt 2013 au roman de Pierre Lemaitre, *Au revoir là-haut*, ratifie l'évolution du regard porté sur la guerre de 14. Cet

ouvrage est en harmonie avec le victimisme de notre époque. L'histoire n'a plus de héros, mais simplement des victimes. Une société qui n'a pas de modèles n'a plus de repères.

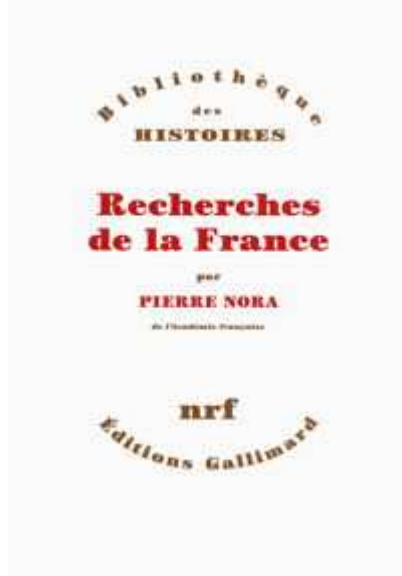
N'est-il pas anachronique de projeter nos valeurs sur le passé?

Notre époque aime en effet porter sur le passé des jugements moralisateurs teintés de légèreté et de sentiment de supériorité. C'est une monstruosité, notamment lorsqu'il est question du premier conflit mondial. Les soldats de la Grande Guerre acceptaient l'idée de mourir pour la patrie. Ils pensaient que leur mort avait un sens. Le rôle de l'historien est d'expliquer leur système de valeurs et de le faire, sinon admirer, du moins respecter profondément. L'admiration reste une valeur nécessaire.

Comment restituer le passé sans le travestir et éviter les raccourcis simplistes?

La tâche n'est aisée ni pour les pouvoirs publics, ni pour les historiens. À beaucoup d'égards, notre profession a perdu une partie de son magistère au profit de la littérature populaire, du cinéma et surtout de la télévision. Ces émetteurs de mémoire touchent le grand public, mais leur qualité et leur rigueur sont variables. Face à cette évolution, l'historien doit exercer un rôle d'expert, au sens le plus large du mot. Son devoir n'est pas seulement de rectifier les erreurs qui peuvent être diffusées par les grands vecteurs de communication, mais de faire comprendre la différence des temps et des mentalités. L'historien, aujourd'hui, doit d'abord rectifier les déformations de la mémoire. Sa mission est de replacer les faits dans leur contexte, de rappeler la complexité, d'éviter le manichéisme, d'éveiller l'esprit critique. L'historien ne doit pas être militant, mais distant. C'est à ces conditions qu'il est fidèle à sa vocation. Son rôle est de dire ce que le passé autorise et n'autorise pas à ceux qui voudraient s'en servir de façon abusive.

Le regard des historiens eux-mêmes sur la Grande Guerre a-t-il évolué?



Recherches de la France, Pierre Nora, Gallimard, 608 p., 24 €.

Jusqu'aux années 50, les historiens ont surtout débattu des responsabilités des différents États dans le déclenchement du conflit et se sont consacrés à l'étude militaire de la guerre. On s'est jusqu'aux années 60 focalisé sur le problème de la responsabilité de l'Allemagne ou de la France dans le déclenchement de la guerre. Ce n'est plus le sujet. En 1959, un livre a marqué un tournant, *Vie et mort des Français, 1914-1918*, d'André Ducasse, Jacques Meyer et Gabriel Perreux. À titre personnel, cet ouvrage m'avait moi-même frappé. C'était le premier travail historique sur les souffrances individuelles causées par la Grande Guerre. En 1992, l'inauguration de l'historial de la Grande Guerre à Péronne a représenté une autre étape importante. C'était la première fois qu'un musée était entièrement consacré à ce conflit. Une équipe d'historiens de différents pays - français, allemands, britanniques - a œuvré à ce projet. Le regard sur la guerre de 14-18 s'est fait anthropologique. On s'emploie à étudier tous les aspects du sujet: les sentiments des combattants, les armes, les blessés et mutilés, la mobilisation des populations civiles, la dimension sociale de la

guerre. Les historiens ne parlent plus de victoire française chèrement payée mais de suicide collectif de l'Europe.

Comment expliquer la concurrence entre histoire et mémoire chez les Français?

C'est une conséquence des bouleversements sociologiques des années 60 et 70. Jusqu'alors, l'histoire était centrée sur le récit national. Puis, après 1962, la guerre a disparu de l'horizon des Français. L'exode rural a provoqué la quasi-disparition de la paysannerie et de la civilisation rurale. La classe ouvrière a perdu sa cohérence. L'immigration a augmenté. La France est devenue une puissance moyenne dans un ensemble européen qui se cherche toujours. Ces changements ont généré une inquiétude profonde sur l'identité traditionnelle de la France. Dans les années 80 et 90, la crise de l'école, la fin du franc et la disparition du service militaire ont aggravé ces interrogations. Depuis la fin des années 70, la société française éprouve ainsi le désir de reconstituer un passé qui a disparu. Dès 1980, à l'occasion de l'Année du patrimoine décidée par Valéry Giscard d'Estaing, le ministère des Affaires culturelles avait été stupéfait de voir surgir 6000 associations locales qui voulaient préserver le lavoir du village, le vieux rempart de la ville ou la tranchée de 14-18. On peut parler de retrouvailles de l'imaginaire avec un passé collectif.

Les commémorations se multiplient mais la connaissance de leur histoire par les Français recule. Pourquoi ce paradoxe?

Le sentiment de continuité historique entre le passé et le présent, qu'éprouvait encore fortement ma génération, a disparu chez les plus jeunes. La coupure est nette. La dictature du présent et l'oubli de la longue durée entraînent la fin de ce qui a été le ressort de la transmission: le sentiment de la dette, ce sentiment, qui a pesé sur les hommes pendant des siècles, que nous devons à nos parents et à nos ancêtres d'être ce que nous sommes. Les Français de 2013 ne se perçoivent plus comme les débiteurs de leurs devanciers. Un jeune homme de vingt ans n'éprouve plus ce sentiment très fort envers l'histoire de son pays. Le rapport au passé, quand il existe, a complètement changé.